



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 212
(Privé)

Loi concernant la ville de Saint-Georges

Présentation

Présenté par
M. Jean Audet
Député de Beauce-Nord



Éditeur officiel du Québec
1987

Projet de loi 212

(Privé)

Loi concernant la ville de Saint-Georges

ATTENDU QUE la ville de Saint-Georges a intérêt à ce que certains pouvoirs particuliers lui soient accordés relativement à l'approvisionnement de l'eau;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le deuxième alinéa de l'article 444 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est remplacé pour la ville de Saint-Georges par les suivants:

« La durée du transfert des droits et pouvoirs prévu au premier alinéa ne peut excéder dix ans.

Ce règlement doit faire l'objet de la procédure d'enregistrement prévue aux articles 370 à 384 et être approuvé par le ministre des Affaires municipales.

Sont habiles à voter sur le règlement les locataires et les propriétaires d'un immeuble situé dans le territoire de la municipalité et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne.

Les propriétaires doivent être inscrits au rôle d'évaluation et les locataires inscrits à l'annexe à la liste électorale, après sa révision.

Lorsque, par l'application des articles 370 à 384, le vote est demandé, les articles 385 à 396 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

2. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).